

Lutte de classe

Contre un plan de relance :

« nous avons tout à gagner dans la ruine de la vieille société » (K. Marx)

Je vous propose une lecture critique du n°19 d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du POI.

Page 2

Le sauvetage du capitalisme passe par le sauvetage du PS et du PCF... qui soutiennent le capitalisme, le POI s'y emploie également à sa manière.

Editorial de Gluckstein.

« Le communiqué publié le 19 octobre par les secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant (POI) pose la question : « Comment les députés du PS, un parti qui se prétend socialiste, peuvent-ils s'abstenir ? » »

Parce qu'il n'a rien à voir avec le socialisme, grand ballot ! Pathétique !

Sur la préparation du congrès du PCF.

« Pour ma part, je pense qu'une telle politique ne permettra en rien d'enrayer le déclin du PCF et qu'au contraire elle contribue à liquider ce pour quoi des générations de militants l'avaient rejoint. »

Parce qu'il faudrait le sauver après qu'il a pourri le mouvement ouvrier pendant près de 80 ans ?

Le POI voudrait aider les dirigeants du PCF à « enrayer le déclin » de leur parti, parti qui baignera pour toujours dans l'océan de sang versé par le stalinisme, synonyme des pires crimes commis contre le mouvement ouvrier international en son nom. C'est la façon des soi-disant trotskistes ou communistes de lutter contre le stalinisme.

Entre nous, on en arrive à se demander si leur combat d'hier contre le stalinisme était vraiment orienté pour l'abattre et/ou s'il ne s'agissait pas tout simplement de prendre sa place pour faire le même boulot mais dans des conditions différentes, ce qui empêcherait aux militants de faire le lien entre les deux. Cette question ne vous est jamais venue à l'esprit ? Rien à voir avec les militants qui ont sincèrement combattu le stalinisme évidemment, je précise pour les esprits tordus malintentionnés à mon égard et ils ne manquent pas, normal.

Page 7

Après la « reconquête de la démocratie » qui n'a jamais été conquise, voilà venu le temps de redonner à l'Assemblée nationale la légitimité qu'elle n'a jamais eu non plus.

« Délégation fin novembre à l'Assemblée nationale pour le rétablissement du monopole d'Etat sur La Poste ».

Chacun sait que l'UMP et le Nouveau Centre détiennent la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Chacun sait qu'il existe un consensus UMP-PS depuis notamment que Sarkozy a été élu.

Chacun sait qu'il n'y a absolument rien à attendre de députés dont plus de 90% voteraient oui demain au traité de Lisbonne si un référendum avait lieu.

Dans ces conditions deux politiques sont possibles.

L'une qui consiste à considérer que les travailleurs sont des ignares et ne savent pas que les partis qui siègent à l'Assemblée nationale sont aux ordres de l'impérialisme et ses multinationales dont l'Union

européenne est le porte-parole, et par conséquent il faudrait qu'ils en fassent l'expérience, d'où la nécessité d'organiser des délégations en direction des élus de tous les partis, faisant croire au passage aux travailleurs qu'il pourrait en sortir une autre politique, et si tel n'était pas le cas, il faudrait engager le combat pour les faire changer d'avis, comme si c'était possible, comme si cela changerait fondamentalement quelque chose dans la vie des travailleurs, comme si c'était l'objectif du mouvement ouvrier de demeurer éternellement sous le joug du capitalisme et ses représentants,

L'autre politique est basée sur les faits et les multiples expériences accumulées au cours des décennies précédentes qui démontrent que tous les partis qui siègent à l'Assemblée nationale sont inféodés à la Constitution de la Ve République qui a pour unique fonction de permettre à la classe dominante d'exploiter la classe dominée, et que la seule solution pour en finir avec cette situation implique impérativement d'abolir la constitution et de liquider l'ensemble des institutions de la Ve République, que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire réalisera et où aucun des partis présents à l'Assemblée nationale ne participera puisque l'on ne peut pas à la fois soutenir la Ve République et vouloir son abolition.

Après 50 ans d'existence, il faudrait encore démontrer aux travailleurs le caractère bonapartiste et antidémocratique des institutions de la Ve République parce que ce seraient d'indécrottables crétiens qui ne seraient pas capables de tirer les conclusions de 50 ans de réaction.

1- La situation actuelle ne serait-elle pas plutôt le produit de la politique constante de collaboration de classes menée par le PS, le PCF et les dirigeants syndicaux ? Ne serait-ce pas cette politique qui a permis la survie des institutions ? Chacun sait parfaitement que les travailleurs ne se font aucune illusion sur tous les partis qui siègent à l'Assemblée nationale, chacun sait qu'ils votent à chaque élection par dépit à défaut de mieux, ce qui n'a rien à voir avec des illusions contrairement à ce qu'on a voulu nous faire croire sournoisement ou ouvertement. Qui oserait prétendre que les travailleurs se reconnaissent dans un des partis qui siège à l'Assemblée nationale ?

Dès lors on comprend parfaitement que la politique qui consiste à s'adresser aux partis qui siègent à l'Assemblée nationale ne peut se traduire que d'une seule manière et ne poursuit qu'un seul objectif : lui (et leur) donner une légitimité que l'immense majorité de la population lui (et leur) dénie, cette politique s'inscrit donc dans la perspective de la survie des institutions de la Ve République et des partis qui y participent, ce qui est conforme à la politique du POI qui d'un côté tente de sauver le PS et le PCF, et de l'autre qui refuse d'engager le combat pour l'abolition des institutions de la Ve République. Les deux se rejoignent et la boucle est bouclée, après cela ils osent appeler leur parti, un parti ouvrier indépendant !

2- Ne serait-ce pas cette politique qui a subordonné les masses au capitalisme en leur faisant croire qu'elles pouvaient tout en attendre ?

Dès lors, sachant que ce n'est pas dans les institutions et les partis qui y participent que les travailleurs ont des illusions, mais dans le capitalisme, comment est-il possible pour un parti qui prétend combattre pour l'abolition du capitalisme d'être crédible et d'inspirer confiance aux travailleurs, alors que dans le même temps il tente de s'associer aux partis qui soutiennent farouchement l'existence du capitalisme en leur faisant croire qu'ils pourraient devenir de véritables partis ouvriers ?

Une telle contradiction, une telle incohérence, on pourrait dire un tel opportunisme, ne peuvent être que fatales à un tel parti ou ruiner à l'avance tout espoir de développement futur comme le montre également les deux dernières décennies, puisque le POI poursuit la même politique à quelques nuances près depuis l'époque du PCI pour ne pas remonter plus loin.

3- Ne serait-ce pas plutôt l'absence d'un parti révolutionnaire proposant aux travailleurs une politique en rupture avec tous les partis pourris du mouvement ouvrier, en rupture avec les appareils traîtres des syndicats, en rupture avec les institutions de la Ve République, qui serait à l'origine de la survie du capitalisme et du régime ?

4- Ne serait-ce pas l'absence d'une politique aidant les travailleurs à rompre leurs liens avec le capitalisme qui va encore lui permettre de sauver sa peau après la crise qui vient d'éclater ?

5- Ne serait-ce pas l'absence de toute perspective politique qui interdit au prolétariat d'entrevoir une issue politique à cette crise, puisque finalement tous les partis qui se réclament du mouvement ouvrier refusent obstinément et sciemment de l'éclairer sur l'objectif politique qu'il doit se donner : abattre les institutions de la Ve République et chasser Sarkozy ? Même la centralisation des grèves et des mouvements sociaux en

cours ne pourrait aboutir à un changement radical de politique sans une perspective politique claire et saisissable par les masses.

Page 7 toujours, une interview d'un député PCF du Nord.

Que dit-il ? A boire et à manger, à une question posée sur la souveraineté de l'Assemblée nationale qui serait remise en cause par l'Union européenne, il a donné une réponse intéressante : « *Oui, mais cela n'est pas nouveau : la Constitution de la Ve République avait déjà limité le domaine de la loi.* ».

Autrement dit, dans le cadre de la Constitution bonapartiste, l'Assemblée nationale n'a jamais eu le statut de souveraineté depuis 1958. On le savait déjà, mais dès lors, à quoi cela peut-il servir de s'adresser à une institution qui si elle n'est pas souveraine n'a aucune légitimité, sinon précisément de vouloir absolument lui en donner une ? On pourrait en déduire immédiatement que depuis 1958, tous les partis dont les politiques n'ont pas tenu compte de cette réalité, ont contribué chacun à leur manière à soutenir le régime en place.

Le POI se piège tout seul et se ridiculise devant les militants, il voulait justifier sa ligne politique qui se réduit à la rupture avec l'UE mais non avec les institutions de la Ve République, et voilà qu'un député du PCF lui rappelle que bien avant Maastricht, la souveraineté de l'Assemblée nationale n'existait pas.

A la page suivante, dans le communiqué du POI du 19 octobre on peut lire : « *Comment le Parlement peut-il se prétendre représentation démocratique du peuple* », après que ce député du PCF a rappelé que depuis 1958 le Parlement n'avait jamais eu la moindre souveraineté puisque tel l'avaient voulu le fondateur de la Ve République, le général-président de Gaulle ! Mais c'était à la page précédente, les lecteurs auront déjà oublié et puis qui dit qu'ils savent vraiment lire, on doute de rien décidément à la direction du POI.

Ce communiqué est conforme à l'orientation réformiste du POI, n'y cherchez pas un appel à chasser Sarkozy, n'y cherchez pas un appel à combattre contre les institutions de la Ve République, il n'y figure pas. Par contre ils se permettent de brocarder le PCF et la LCR qui soutiennent l'Union européenne, ce qui est correcte, mais le POI soutient les institutions de la Ve République, ce n'est guère plus brillant, les deux autres larrons aussi évidemment.

Pierre Jeanneney s'adresse à Sarkozy, extrait :

« mais tout récemment, en devenant, pour « sauver le capitalisme », le chantre de la nationalisation des banques, vous avez compris que tout ce qui se dit là-haut n'est pas parole d'évangile. Ce ne serait alors qu'un nouveau petit pas qui — sait-on jamais ? — pourrait vous donner l'idée de trafiquer la Constitution pour nous faire sortir de l'Europe du fric.

Alors, chiche ! M. le Président... »

Carrément grotesque ! Un humour franchement de mauvais goût quand on a à l'esprit de quelle manière le POI soutient le régime.

Le contenu de ce message destiné à Sarkozy est conforme à ce que j'ai écrit il y a déjà pas mal de temps, à savoir que la politique de rupture avec l'UE du PT métamorphosé en POI s'adressait à Sarkozy et à personne d'autre, je n'en étais pas tout à fait certain, je me disais que c'était peut-être un élément d'agitation politique, désormais on en a la preuve incontestable. Ne dites surtout pas que la principale vertu de la ligne politique du POI consiste à développer des illusions dans Sarkozy et le régime qu'il incarne, on vous accuserait de calomnier le POI.

Pensez-vous, « *chiche M. le Président* » cette tentative de subordonner le prolétariat à l'un des piliers de la Ve République n'a rien à voir avec les visites organisées par le PT puis le POI chez Sarkozy, Barroso, etc. Mais non, mais non camarades, c'est vous qui vous faites des illusions, vous ne comprenez rien ou vous êtes d'une mauvaise foi malade...

Page 9

Un témoignage d'un couple participant à une réunion du POI à Chambéry-Le-Haut (Savoie)

« *Un couple confie : « On va travailler le matin pour rien ! On ne peut plus rien s'offrir ni vacances ni loisirs. Il faut que cela s'arrête !* ». Et que tout le reste demeure comme avant ? Merci messieurs du POI !

Question : Ce couple aurait-il participé à cette réunion s'il pouvait encore s'offrir des vacances et des loisirs ? Ce couple se poserait-il des questions sur son avenir ? Vous connaissez aussi bien que moi la réponse : non évidemment.

Le plan de relance que préconise le POI et tous les autres partis qui parlent au nom de la classe ouvrière aurait s'il était appliqué justement la vertu d'empêcher qu'une situation se développe où les travailleurs en arriveraient à se poser les questions que se pose aujourd'hui ce couple. Eviter que les travailleurs en arrivent à se poser les questions essentielles qui les amèneraient à remettre en cause le régime et à chercher une issue politique, voilà le contenu de la politique du POI. Elle peut apparaître comme généreuse au premier coup d'oeil, mais dès qu'on gratte un peu, elle s'avère franchement réactionnaire et contraire aux enseignements du marxisme il faut préciser.

Autre remarque, ce couple exprime son incapacité de continuer à vivre comme avant, ils le disent eux-mêmes, « *on ne peut plus s'offrir* », donc il fut une époque où il lui était possible de travailler et de profiter tranquillement du produit de son travail sans trop se poser de questions. Ce qu'ils mettent en cause, c'est leur manque de moyens pour vivre comme avant, donc l'aggravation de leurs conditions d'existence à cause de la survie du capitalisme, à aucun moment il n'est question des partis politiques ou des institutions. Ce qu'ils expriment clairement ici ce sont leurs illusions dans le capitalisme, leur ignorance des rapports sociaux existant dans la société. Donnons-leur les moyens de vivre comme avant et ils s'en satisferont très bien et se foutront bien du reste, je ne les accable pas, j'explique leur démarche, après tout c'est la réaction quasi spontanée de tout individu dans la société bourgeoise en dehors de rares exceptions, ne nous voilons pas la face camarades.

Au fait, ne dit-on pas que lorsqu'en haut on ne peut plus gouverner comme avant et qu'en bas on ne peut plus vivre comme avant, c'est la révolution ? La révolution, quelle horreur !

Si vous vous demandiez encore pourquoi Schivardi, Jeanneney et consorts ne voulaient pas rallier le PT qu'ils trouvaient encore trop révolutionnaire à leurs goûts bien qu'il ne l'ait jamais été dans la pratique, alors qu'ils ont été les initiateurs du POI, vous avez là la réponse : le POI n'a pas pour objectif la révolution prolétarienne qui seule pourrait permettre à la classe ouvrière de prendre le pouvoir, mais l'amélioration du sort d'une partie de la population dans le cadre du capitalisme.

Et quand on lit le communiqué du POI du 19 octobre ou les précédents, on ne trouvera aucune trace d'une perspective politique qui pourrait déboucher sur une remise en cause du capitalisme, car il faut bien commencer par résoudre les questions politiques avant de pouvoir commencer à résoudre les questions économiques proprement dites, sinon on ne pourra résoudre ni les unes ni les autres, tout au plus on pourra faire croire qu'il est encore possible d'obtenir des miettes ou le retour à une situation antérieure où une partie de la classe ouvrière pouvait encore vivre à peu près normalement, tandis que des couches entières croupissaient dans la misère, mais qui s'en préoccupera demain... En fait, les dirigeants du POI sont tellement empêtrés dans les contradictions de leur propre politique qu'ils en arrivent à mettre en lumière eux-mêmes ses origines opportunistes, car s'il sera impossible de changer de politique sans révolution, il sera tout aussi impossible d'améliorer dorénavant quoi que ce soit aux conditions d'existence des travailleurs avec la gigantesque crise qui frappe le capitalisme.

Je ne nie évidemment pas qu'il faille défendre tous nos acquis ou droits, mais uniquement dans une perspective révolutionnaire, et certainement pas dans la perspective de la survie du capitalisme qu'incarne la politique du POI. Et si nous ne parvenons pas à les conserver, nous n'en sommes pas comptables, seule la construction du parti indispensable à la prise du pouvoir nous importe, encore faut-il que cela demeure notre objectif politique.

Cette crise qui se déroule actuellement sous nos yeux est une aubaine pour tous les militants du mouvement ouvrier et les travailleurs, elle présente l'avantage extraordinaire de dévoiler le caractère réactionnaire de toutes les politiques qui ne partent pas de l'abolition des institutions politiques en place pour pouvoir entamer ensuite l'abolition du capitalisme afin de commencer à satisfaire nos revendications économiques et sociales immédiates et d'avancer vers le socialisme, elle en montre le caractère profondément opportuniste, autant que l'impasse politique à laquelle elles conduisent inmanquablement.

La politique du POI se réduit donc à entretenir les illusions des travailleurs dans le capitalisme, et c'est par

ce biais justement qu'il soutient le régime. Sa politique est avant tout destinée à la petite bourgeoisie et à l'aristocratie ouvrière auxquelles s'attaque aujourd'hui le capitalisme, ce qui fait de ce parti un parti ouvrier à caractère bourgeois, puisqu'il pourrait très bien se satisfaire de la survie du capitalisme.

Emettons une hypothèse, après tout un revirement de situation n'est pas totalement exclu malgré la volonté affichée de Sarkozy d'accélérer la mise en oeuvre de son programme antisocial.

Les représentants du capitalisme peuvent très bien décider devant l'urgence de la situation de satisfaire certaines revendications mêmes coûteuses en comptant en faire porter la charge sur certaines couches de la population ou sur certains secteurs d'activité qui seraient jusque là relativement épargnés, en recourant au même expédient employé en direction des banques pour empêcher un soulèvement social, quitte à récupérer plus tard de la main droite ce qu'ils auront dû lâcher de la main gauche, en l'étalant dans le temps, et une fois que les revendications de certaines couches de la population auraient été satisfaites, il n'y aurait plus qu'à diviser et marginaliser les mouvements sociaux qui se manifesteraient, ce ne sont pas les alliés qui leur manquent au sein du mouvement ouvrier pour effectuer cette sale besogne, ensuite, demain comme aujourd'hui, personne ne remettra en cause les institutions et le capitalisme, la vie pourra reprendre comme avant, les uns pourront « s'offrir » à nouveau des « vacances » et des « loisirs », pendant que des millions de travailleurs et leurs familles continueront de s'en priver...

Autre hypothèse qui n'a rien d'invraisemblable, les capitalistes sont autant attachés à leur argent qu'au pouvoir qu'ils détiennent, on pourrait concevoir que face à la gravité de la situation et au risque de tout perdre pour reprendre la formule consacrée, ils acceptent à contrecœur de se défaire de quelques dizaines de milliards d'euros pour sauver l'essentiel, quitte à se refaire plus tard, comme disent les joueurs. N'oublions pas que ce n'est pas le manque de capital qui est à l'origine de cette crise, mais paradoxalement la gigantesque masse de capitaux accumulés et inexploités qui en constitue l'un des deux pôles, l'autre étant la masse toujours plus grande de travailleurs dans l'incapacité de consommer les marchandises produites ou d'honorer leurs dettes.

Contrairement à ce que j'ai pensé un instant, les quelques dizaines de milliards qui seraient déboursés pour répondre favorablement à certaines revendications ne viendraient pas forcément accentuer cette crise, ils pourraient en atténuer les conséquences car ils seraient consommés, donc concourraient à la circulation du capital, cependant une partie seulement servirait au capital productif, l'autre partie atterrirait dans les caisses des banquiers, finalement cette mesure n'aurait qu'un effet temporaire et limité, un effet psychologique de courte durée surtout si les prix augmentent, sur le fond elle n'accentuerait pas cette crise mais en étalerait les effets dans le temps, elle ne la résoudrait en rien.

L'essentiel pour eux c'est d'assurer la survie de leur système économique, après tout, quand on y regarde de plus près, que s'est-il passé d'autre depuis une vingtaine d'années : une lente dégradation des conditions de travail et d'existence dans tous les domaines sans prendre le moindre risque, sans que leur domination ne soit menacée, alors il suffirait qu'ils prennent leur partie de devoir faire avec un tel scénario pour que chacun reste bien tranquillement à sa place sans avoir l'idée de remettre en cause l'ordre établi, ils savent qu'ils peuvent compter sur la collaboration des dirigeants pourris du mouvement ouvrier pour les aider.

Maintenant, nous savons qu'en agissant de la sorte, ils ne feraient que raccourcir l'intervalle qui nous sépare de la prochaine crise.

Si de leur côté, leur système ne tient qu'à un fil, la confiance donc l'espoir, c'est l'espoir qui les fait vivre, laissons-leur et contentons-nous de nos certitudes, tout mélange des genres ne pourrait que nous être fatal, à eux aussi, mais cela ne risque pas de leur arriver !

De notre côté, le fil que nous ne devons pas lâcher pour ne leur fournir aucun répit, c'est celui de la lutte de classe du prolétariat qui seule peut permettre d'en finir avec le capitalisme et ses crises qui précipitent la majeure partie de l'humanité dans la pauvreté et l'horreur de la guerre.

Ne nous lamentons pas sur le triste sort que réserve le capitalisme au prolétariat, au contraire soyons digne des enseignements de Marx qui disait :

«... la ruine de la vieille société n'est pas une perte pour nous, qui n'avons rien à perdre dans la vieille société, comme c'est également le cas pour la grande majorité de la population. Au contraire, nous avons tout à gagner dans la ruine de la vieille société qui conditionne la formation d'une société ne reposant plus sur des oppositions de classes. » (Discours de Marx sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne. -

décembre 1947)

Seuls ceux qui ont perdu confiance dans la capacité de la classe ouvrière à vaincre se morfondent sur les conséquences de la crise du capitalisme, il faut les démasquer et les combattre sans relâche, sans craindre de se faire de nombreux ennemis ou d'être incompris.